

# **La Fondation nationale cubano-américaine (1981-2001) Influence sur le gouvernement américain et manipulation de l'opinion publique**

**Émilie DESCOUT**

**C**ONSIDÉRÉS, DANS UN PREMIER TEMPS, comme une terre d'asile « temporaire »<sup>1</sup>, les États-Unis sont devenus, au fil du temps, une seconde patrie pour de nombreux exilés cubains. Depuis la prise de pouvoir de Fidel Castro le 1<sup>er</sup> janvier 1959, nombre de Cubains ont fui Cuba, son régime totalitaire et socialiste et son président-dictateur, Fidel Castro, pour se réfugier dans le pays le plus anticommuniste du monde et le plus proche, les États-Unis. L'anticommunisme et l'anti-castrisme étant des principes fortement ancrés en chacun des exilés cubains, le gouvernement américain accorda par conséquent dès les années 1960 un statut privilégié aux Cubains par rapport aux autres nationalités d'immigrants. Dans les années 1970 et 1980, après un exil « temporaire » qui durait déjà depuis plus de deux décennies pour les premières « vagues » d'exilés, la communauté

<sup>1</sup> Alejandro Portes et Alex Stepick, *City on the Edge : the Transformation of Miami* (Berkeley: University of California Press, 1993) 102-103.

cubaine décida de s'impliquer dans la vie politique américaine. En 1980, de nombreux Cubains demandèrent la citoyenneté américaine. Par la suite, ils s'inscrivirent sur les listes électorales afin d'élire Ronald Reagan, le candidat Républicain à la présidence connu pour sa position anticommuniste<sup>2</sup>.

Le rôle de la communauté exilée cubaine dans la vie politique américaine se renforça avec la création, en 1981, d'un lobby cubano-américain anti-castriste, la Fondation nationale cubano-américaine<sup>3</sup>. Le principal instigateur de ce projet fut Jorge Mas Canosa, riche homme d'affaires connu pour sa participation dans l'invasion de la Baie des Cochons et pour son action, dans les années 1970, au sein du groupe d'exilés « violents », la RECE (Representacion Cubana en el Exilio, Représentation Cubaine en Exil). Jorge Mas Canosa fut secondé dans ce projet par un riche banquier de Miami, Raul Masvidal, lui aussi ancien membre de la « Brigade 2506 » qui avait pris part à l'opération de la Baie des Cochons. Le troisième co-fondateur fut Carlos Salman, important agent immobilier<sup>4</sup>. Il semblerait également qu'un autre homme, resté dans l'ombre, ait aussi participé à la fondation de ce premier lobby cubano-américain anti-castriste. Par le biais de ce groupe, le Président américain, Ronald Reagan, aurait en fait essayé d'obtenir un soutien de la communauté exilée cubaine à sa politique controversée au Nicaragua<sup>5</sup>.

Ce qui fit de la Fondation une organisation de l'exil atypique et même exceptionnelle, c'est qu'elle adopta une stratégie d'un genre nouveau dans le milieu de l'exil cubain. En effet, les membres-fondateurs décidèrent de faire de leur organisation un puissant lobby anti-castriste au sein même du Congrès américain. Ces Cubano-américains ambitieux comptaient se servir du pouvoir économique de la communauté exilée cubaine pour financer les campagnes électorales de candidats favorables à leur cause. À cette dimension économique devait s'ajouter le poids politique et électoral incontestable de la communauté cubaine des États-Unis<sup>6</sup>. Pour obtenir le soutien financier et politique de la Fondation, il suffisait aux hommes politiques de défendre les principes essentiels qui étaient les siens : soutien à la politique d'embargo contre Cuba, à l'immigration des Cubains aux

<sup>2</sup> Guillermo J. Grenier et Alex Stepick III, *Miami now! Immigration, Ethnicity, and Social Change* (Miami: University Press of Florida, 1992) 97.

<sup>3</sup> Nestor Suarez Feliu, *El Rescate de una Nacion*, Miami (Endowment for Cuban American Studies, CANF) 34.

<sup>4</sup> Feliu, *El Rescate de una Nacion*.

<sup>5</sup> John Spicer Nichols, « The Power of the Anti-Fidel Lobby », *The Nation*, 24 octobre 1988, 391.

<sup>6</sup> Feliu, *El Rescate de una Nacion*.

États-Unis et à la dissidence cubaine, et dénonciation des violations des droits de l'homme commises par le régime castriste.

*L'embargo des États-Unis contre Cuba : une politique du gouvernement américain en accord avec les idées de la Fondation ?*

Dès 1960, les États-Unis décidèrent d'imposer les premières sanctions économiques à l'encontre de Cuba. Au même moment, Cuba nationalisa les entreprises américaines situées sur le territoire cubain après que ces dernières refusèrent de raffiner le pétrole en provenance de l'URSS, nouveau partenaire commercial de Cuba<sup>7</sup>. Depuis 1960, les États-Unis n'ont cessé de promulguer d'autres lois visant à renforcer l'embargo — la présidence de Jimmy Carter fera exception puisque le président essaiera de normaliser les relations entre les deux pays. Depuis 1981, la Fondation nationale cubano-américaine a été, sans nul doute, pour beaucoup dans cette politique de renforcement de l'embargo. En effet, elle a toujours affirmé qu'empêcher Cuba de commercer avec les États-Unis et inversement constituait la « meilleure pression sur le régime de Castro jusqu'à son retrait inconditionnel du pouvoir »<sup>8</sup>.

De 1981 à 1992, les présidents Républicains, Ronald Reagan et George Bush, imposèrent de nouvelles sanctions économiques et ce, bien entendu, à la grande satisfaction de la Fondation si ce n'est à son initiative<sup>9</sup>. Ronald Reagan appliqua cette politique de renforcement de l'embargo américain parce qu'elle était en adéquation avec sa position anticommuniste et anti-castriste. Cuba était considérée comme une double menace pour les États-Unis : elle était, en effet, l'alliée de l'URSS et elle mettait en péril l'influence des États-Unis en Amérique Latine<sup>10</sup>. De plus, par son soutien actif à l'embargo, le président Ronald Reagan s'assurait le soutien de la Fondation et de la communauté exilée anti-castriste dans son engagement controversé dans le conflit au Nicaragua. Quant à George Bush, sa politique à l'encontre de Cuba aurait pu être tout autre. Il aurait pu engager un

<sup>7</sup> Wayne S. Smith et Esteban Morales Dominguez, *Subject to Solutions, Problems in Cuban-U.S. Relations* (Lynne Rienner Publishers, 1988) 69.

<sup>8</sup> Fondation nationale cubano-américaine, *The Alternatives of Freedom, A Statement of Principles and Objectives for a Free and Democratic Cuba* (Miami, Colonial Press) 3.

<sup>9</sup> Donna Rich Kaplowitz et Michael Kaplowitz Esq., « New Opportunities for U.S.-Cuban Trade », *The Cuban Studies Program, The Paul K. Nitze School of Advanced International Studies, The Johns Hopkins University*.

<sup>10</sup> Juan Gabriel Tokatlian, *Cuba y Estados Unidos : un debate para la convivencia* (Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1984) 63-64.

processus de normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba suite aux changements intervenus dans les pays de l'Est et en URSS. D'une part, les relations entre l'ancienne URSS et les États-Unis étaient alors bien meilleures. D'autre part, Fidel Castro était certainement prêt à engager des discussions avec le gouvernement américain à un moment où l'île était entrée dans une crise économique sans précédent. Le dirigeant cubain se devait, en effet, de pallier la diminution de l'aide économique que lui accordait l'URSS. Les contributions financières généreuses de la Fondation nationale cubano-américaine pour sa campagne présidentielle et les 85% du vote cubano-américain en Floride du Sud furent, à n'en pas douter, pour beaucoup dans sa décision de perpétuer la politique économique reaganienne à l'encontre de Cuba<sup>11</sup>. Cependant, les deux présidents Républicains furent tout de même contraints de faire des exceptions dans cette politique de renforcement de l'embargo. Afin de protéger les intérêts économiques des sociétés américaines, ils accordèrent notamment des licences commerciales à certains produits vendus à Cuba<sup>12</sup>.

A l'approche de l'élection présidentielle de 1992, la Fondation nationale cubano-américaine décida de s'engager dans la mise au point d'une nouvelle stratégie politique. Bon nombre de groupes d'exilés croyaient, en fait, que les mesures drastiques imposées, dès 1991, par le gouvernement castriste au peuple cubain conduiraient inévitablement à l'effondrement du régime. La Fondation pensa accélérer ce processus en renforçant, une fois de plus, l'embargo. Elle mit au point une règle du jeu simple pour les deux principaux candidats à la présidence, George Bush et Bill Clinton. Chacun devait s'engager à soutenir un projet de loi proposé, quelques mois auparavant, par le député Démocrate Robert Torricelli s'il voulait recueillir une majorité des votes cubano-américains et s'il voulait bénéficier des généreuses donations de la Fondation<sup>13</sup>. Ce projet de loi connu sous le nom de « Loi sur la démocratie cubaine » (Cuban Democracy Act) s'articulait en quatre points. Il interdisait aux filiales des entreprises américaines situées à l'étranger de commercer avec Cuba. Il encourageait *vivement* la communauté internationale à se joindre aux États-Unis dans leur « soutien au peuple cubain ». Il prévoyait aussi de développer les moyens de communication entre les deux pays. Enfin, il visait, selon les

<sup>11</sup> Maria Cristina Garcia, *Havana USA, Cuban Exiles and Cuban Americans in South Florida, 1959-1994* (University of California Press, 1996) 156 ; Nichols, « The Power of the Anti-Fidel Lobby », 390.

<sup>12</sup> Kaplowitz, « New Opportunities for U.S.-Cuban Trade », 62, 64.

<sup>13</sup> Feliu, *El Rescate de una Nación*, 197.

propres mots de la Fondation, à s'assurer que « une fois que Castro ne serait plus au pouvoir, un nouveau gouvernement provisoire reçût la nourriture, les médicaments et toutes les autres formes d'assistance économique dont le peuple cubain aurait besoin »<sup>14</sup>. Ce projet de loi présentait des ressemblances troublantes avec un document publié par la Fondation en 1992 sous le titre de « Programme de transition »<sup>15</sup>. La « Loi sur la démocratie cubaine » reçut le soutien de plusieurs sénateurs et députés considérés comme les « pit bulls loyaux » de la Fondation<sup>16</sup>. Leur soutien était en large partie dû aux donations que celle-ci leur versait lors des campagnes électorales. Les deux candidats à la présidence qui avaient affirmé leur opposition au vote de la « Loi sur la démocratie cubaine » se décidèrent, sous les « pressions électorales et financières » de la Fondation, à soutenir le projet de loi.

L'élection présidentielle de 1996 fut aussi l'occasion de nouvelles tractations entre les candidats à la présidence et la Fondation. En 1995, le sénateur Jesse Helms et plusieurs autres députés et sénateurs faisant partie du cercle des fidèles supporters de la Fondation proposèrent au Congrès un nouveau projet de loi visant à renforcer l'embargo. Cette « Loi sur la liberté cubaine et la solidarité démocratique » (Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act) présentait, une fois de plus, des points communs avec le « Programme de transition » de la Fondation. Le projet avait un double objectif. Il devait « renforcer les sanctions internationales contre le gouvernement castriste à Cuba [et] développer un plan de soutien à un gouvernement de transition qui devait précéder un gouvernement démocratiquement élu à Cuba »<sup>17</sup>. Les pressions exercées par la Fondation sur les candidats à la présidence contribuèrent, sans nul doute, à la décision de Bill Clinton de le soutenir. Toutefois, ce fut l'incident de février 1996, au cours duquel l'armée cubaine abattit deux avions appartenant à « Frères à la Rescousse », un groupe d'exilés cubains, qui décida finalement le président à signer la loi sur l'embargo.

La Fondation nationale cubano-américaine ne tarda pas à se rendre compte du rôle décisif qu'avait joué cet incident dans la décision de Bill Clinton de ratifier la loi. Loin de confirmer son rôle d'allié auprès de la Fondation, Bill Clinton mit en place, dès 1996, une nouvelle politique

<sup>14</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « The Alternatives of Freedom... », 15.

<sup>15</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « Transition Program » (Internet).

<sup>16</sup> Ann Louise Bardach, « Our Man in Miami », *The New Republic*, 3 octobre 1994, 21.

<sup>17</sup> « The Cuban Libertad and Democratic Solidarity Act of 1995 » 104<sup>th</sup> Congress, 1<sup>st</sup> Session, in the Senate of the United States, February 9 (legislative day, January 30), 1995 (Internet).

économique vis-à-vis de Cuba. Il ne prit aucune sanction contre les pays étrangers commerçant avec Cuba<sup>18</sup>. De 1996 à 2001, il suspendit à plusieurs reprises l'une des clauses de la « Loi sur la liberté cubaine et la solidarité démocratique ». Les citoyens américains ne furent donc pas en mesure d'engager des poursuites contre les nouveaux propriétaires des biens confisqués par le gouvernement castriste<sup>19</sup>.

En avril 1997, Bill Clinton apporta son soutien à la formation de USA\*Engage, le lobby commercial<sup>20</sup>, formé d'une « coalition de 670 petites et grandes entreprises, corporations agricoles et commerciales » avec notamment comme chefs de file Unocal, Texaco et Boeing. Son objectif premier était de « chercher des alternatives à la prolifération de sanctions unilatérales dans la politique étrangère américaine »<sup>21</sup>. Selon USA\*Engage, l'imposition de sanctions unilatérales, telles que celles préconisées par la Fondation et le manque d'échanges commerciaux entre Cuba et les États-Unis étaient pour beaucoup dans l'absence d'amélioration des droits de l'homme sur l'île. La Fondation nationale cubano-américaine répliqua que Bill Clinton et son « allié », USA\*Engage, ne se préoccupaient pas tant des droits de l'homme que des « intérêts corporatistes américains »<sup>22</sup>. Il est sûr que, dès sa création en 1997, la coalition d'entreprises américaines joua un rôle décisif dans le rejet de plusieurs sanctions économiques contre Cuba.

Enfin, en 1999, Bill Clinton présenta un « plan pour assister les Cubains ». La Fondation était opposée à trois des mesures énoncées dans ce plan qui prévoyait que les citoyens américains seraient autorisés à envoyer jusqu'à 1 200 dollars par trimestre à leurs parents à Cuba. Les entreprises américaines devaient également pouvoir vendre certains produits alimentaires et agricoles à des organisations non-gouvernementales, des exploitations agricoles et des restaurants privés cubains. Enfin, il

<sup>18</sup> Fondation nationale cubano-américaine, *Cuba Survey, Special Report*, « Peeking Behind the Curtain ; Sanctions, Big Business, and U.S. Foreign Policy », automne 1998, 4.

<sup>19</sup> U.S. Department of State, International Information Programs, « Text : White House January 15 Statement on Cuba Sanctions », 18 janvier 2000 (Internet).

<sup>20</sup> Fondation nationale cubano-américaine, *Cuba Survey, Special Report*, « Peeking Behind the Curtain... », 5.

<sup>21</sup> USA\*Engage, « USA\*Engage Calls New Trade Rules with Cuba "a Modest Step" », 19 mai 1999 (Internet).

<sup>22</sup> Fondation nationale cubano-américaine, *Cuba Survey, Special Report*, « Peeking Behind the Curtain... », 8 et 10.

était prévu un accroissement du trafic aérien entre les États-Unis et Cuba et l'île<sup>23</sup>.

*La politique migratoire des États-Unis envers les Cubains a-t-elle été « dictée » avec succès par la Fondation ?*

La question de l'immigration cubaine aux États-Unis a été aussi une des principales préoccupations de la Fondation nationale cubano-américaine et ce, non sans raison. En effet, la création de la Fondation fut précédée par un incident migratoire sans précédent entre Cuba et les États-Unis, « l'exode de Mariel », où en 1980, 125 000 Cubains, parmi lesquels se trouvaient des criminels, furent autorisés par le gouvernement castriste à quitter Cuba. L'image de la communauté exilée cubaine des États-Unis s'en trouva gravement entachée<sup>24</sup>. Dans ce contexte, la Fondation se présenta, en 1981, comme une organisation voulant « modifier l'image de la communauté exilée cubaine au niveau de l'opinion publique nord-américaine »<sup>25</sup>.

La Fondation s'évertua, dès sa création, à faciliter l'immigration cubaine aux États-Unis, « un droit naturel » dans l'esprit des Cubains et des Cubano-américains. Le président Ronald Reagan, en réponse aux attentes de la Fondation, signa en 1984 un accord migratoire avec Cuba qui prévoyait l'octroi de 20 000 visas par an par les États-Unis. Cependant, en mai 1985 celui-ci fut suspendu par Cuba à la création par le gouvernement américain — et, en arrière-plan, par la Fondation — de Radio Marti, une station de radio émettant vers Cuba<sup>26</sup>. En 1986, le gouvernement américain se décida enfin à négocier avec Cuba pour réactiver l'accord migratoire de 1984. Ronald Reagan ne pouvait faire autrement car il était l'objet de virulentes critiques de la part de l'opinion publique américaine. Cette dernière désirait le retour à Cuba des quelque 2 700 *Marielitos* emprisonnés aux États-Unis pour des affaires criminelles. Au terme du nouvel accord, Cuba s'engageait, elle, à rapatrier les criminels cubains emprisonnés aux États-Unis<sup>27</sup>. Cependant, ces derniers se révoltèrent. C'est alors que la Fondation, voyant probablement dans cette affaire un moyen de jeter le

<sup>23</sup> IFCO, « An IFCO/Pastors for Peace Analysis of President Clinton's Announcement of "Proposals to Assist Cubans" » (Internet).

<sup>24</sup> Portes, *City on the edge...*, 19-23.

<sup>25</sup> Feliu, *El Rescate de una Nacion*, 34.

<sup>26</sup> Garcia, *Havana USA...*, 74-75.

<sup>27</sup> Felix Roberto Masud-Piloto, *From Welcomed Exiles to Illegal Immigrants, Cuban Migration to the U.S., 1959-1995* (New York, Rowman & Littlefield, 1996) 133-34.

discrédit sur le régime castriste, fit son entrée en scène. Par l'intermédiaire du Révérend Agustin Roman, elle réussit à devenir le porte-parole des *Marielitos* et à régler ce différend<sup>28</sup>.

Durant la présidence de Ronald Reagan, elle mit au point un projet intitulé « Fond d'aide à l'exode cubain » (Cuban Exodus Relief Fund). L'objectif était de « procurer de l'aide humanitaire sous forme de nourriture, de logement, d'éducation et d'assistance médicale à des réfugiés cubains séjournant dans des pays tiers sans statut légal et dans l'attente d'une autorisation d'entrée aux États-Unis »<sup>29</sup>. Au cours des années 1980, nombre de Cubains se retrouvèrent en effet contraints d'émigrer, dans un premier temps, dans des pays comme le Venezuela ou l'Espagne avant d'obtenir un visa pour les États-Unis. Dès 1984, grâce à des collectes de fonds, la Fondation commença à rassembler l'argent nécessaire au financement de son projet. Le président Ronald Reagan contribua au succès de l'opération lorsqu'il décida de mettre en application, en 1986, un nouveau programme intitulé « Initiative du secteur privé ».

Ce programme prévoyait l'accueil par les États-Unis de 4 000 réfugiés étrangers à la condition que cela n'engendrât aucun coût financier pour le gouvernement fédéral<sup>30</sup>. Ce geste du président Républicain vers les minorités ethniques ne fut certainement pas sans lien avec certains événements survenus en 1986. Cette année-là, la stabilité de la présidence de Ronald Reagan fut gravement mise en péril suite aux révélations concernant le lien entre les ventes secrètes d'armes à l'Iran et l'aide secrète accordée aux *Contras* nicaraguayens. La Fondation mit, en fin de compte, tout en œuvre pour faire des Cubains les principaux bénéficiaires de ce programme. Les manœuvres du groupe d'exilés portèrent leurs fruits puisque Ronald Reagan changea les clauses du programme. Finalement, sur les 4 000 réfugiés accueillis chaque année, 1 500 devaient être des Cubains attendant dans des pays tiers une autorisation d'entrée aux États-Uni<sup>31</sup>. Ce « Fond d'aide à l'exode cubain », autour duquel la Fondation organisa une véritable campagne de propagande, remporta, bien évidemment, un grand succès auprès de la communauté cubaine exilée et il contribua, sans nul doute, à faire de la Fondation l'organisation politique la plus influente au sein de l'exil cubain aux États-Unis. Cependant, il

<sup>28</sup> Garcia, *Havana USA...*, 76, 77 et 152.

<sup>29</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « Cuban Exodus Relief Fund, Inc. » (Internet).

<sup>30</sup> Feliu, *El Rescate de una Nación*, 108.

<sup>31</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « Cuban Exodus Relief Fund, Inc. ».

semblerait que, bien que le programme « Initiative du secteur privé » n'eût dû engendrer aucune dépense pour l'État fédéral, le « Fond d'aide à l'exode cubain » aurait reçu de celui-ci 2 millions de dollars de 1988 à 1993<sup>32</sup>.

Le Président George Bush essaya aussi de contribuer au succès du projet de la Fondation puisqu'il décida de faciliter, à son tour, l'immigration cubaine aux États-Unis. Par le biais de cette politique, il voulut, comme l'avait fait son prédécesseur, discréditer le gouvernement castriste. L'argument utilisé était que les États-Unis accueilleraient sur leur territoire un grand nombre de Cubains n'approuvant pas la politique castriste. Toutefois, le déclenchement, dès 1990, d'une nouvelle crise migratoire entre les États-Unis et Cuba ne permit pas à George Bush de mener à bien cette politique de l'immigration. Confronté à une crise économique sans précédent à Cuba, Fidel Castro décida de « réduire le nombre de bras inutiles et de bouches à nourrir ». Pour ce faire, il encouragea les Cubains à quitter Cuba. De son côté, le président Bush, sans doute sous la pression de la Fondation, décida d'accorder un certificat de résidence aux Cubains résidant depuis plus de six mois aux États-Unis. Cette décision ne contribua, bien sûr, qu'à accroître le nombre de Cubains arrivant aux États-Unis. La situation devint si critique que le gouvernement américain dut se résoudre, en juillet 1991, à suspendre l'octroi de visas touristiques aux Cubains<sup>33</sup>. Enfin, étant donné que les États-Unis ne délivraient pas les 20 000 visas prévus dans l'accord migratoire de 1987 et qu'ils tentaient de réduire le nombre de visas touristiques, un autre phénomène apparut en 1990 : l'arrivée de *balseros* sur les côtes américaines<sup>34</sup>.

A partir de 1990, le nombre de ces Cubains quittant illégalement Cuba sur des embarcations de fortune ne cessa d'augmenter. En 1993, les garde-côtes américains en recueillirent 3 656<sup>35</sup>. Ne pouvant faire face à cet afflux massif sur le territoire américain, le gouvernement de Bill Clinton dut se résoudre à prendre de nouvelles mesures contre l'immigration cubaine. En 1994, le président décida de détenir, sur la base navale de Guantanamo, les *balseros* recueillis par les garde-côtes. Cette mesure reçut, non sans surprise, l'approbation de la Fondation nationale cubano-américaine. En échange de cette concession, le groupe d'exilés avait, en fait, obtenu du président qu'il suspendît les vols entre Cuba et les États-Unis et qu'il interdît les envois d'argent à Cuba. Bill Clinton avait décidé aussi

<sup>32</sup> Masud-Piloto, *From Welcomed Exiles to Illegal Immigrants...*, 133.

<sup>33</sup> Fogel, *Fin de siècle à La Havane...*, 394-396.

<sup>34</sup> Garcia, *Havana USA...*, 178.

<sup>35</sup> Masud-Piloto, *From Welcomed Exiles to Illegal Immigrants...*, 136.

d'accorder un financement plus important à Radio et TV Marti, les médias du gouvernement américain émettant vers Cuba<sup>36</sup>. Cependant, la non diminution du nombre de *balseros* et l'émergence de lobbies anti-immigrants aux États-Unis décidèrent, finalement, Bill Clinton à signer, en septembre 1994, un accord migratoire avec Cuba. Au terme de ce nouvel accord, le gouvernement américain s'engageait à délivrer 20 000 visas par an à des Cubains. De son côté, le gouvernement cubain acceptait de limiter l'immigration illégale cubaine vers les États-Unis en usant de moyens pacifiques. Il s'engageait aussi à accueillir à Cuba les *balseros* désireux de rentrer dans leur pays après leur détention à Guantanamo<sup>37</sup>.

La signature de cet accord avec Cuba provoqua la colère de la Fondation nationale cubano-américaine et de la communauté exilée anti-castriste sans régler pour autant le problème des *balseros*. En 1995, la situation sur la base navale de Guantanamo devint critique pour les États-Unis. Le gouvernement américain dut faire face à de nombreuses manifestations de violence perpétrées par les 21 000 *balseros* toujours détenus sur la base. Cette détention massive engendrait également un énorme coût financier pour le gouvernement fédéral. Enfin, la « politique de détention » américaine à l'encontre des *balseros* était l'objet de critiques, outre de la Fondation, d'organisations des droits de l'homme et de gouvernements latino-américains. En mai 1995, Bill Clinton se vit contraint à nouveau de signer un accord migratoire avec Cuba. Dans un premier temps, cet accord fut accueilli favorablement par la Fondation puisqu'il prévoyait d'autoriser les *balseros* détenus à Guantanamo à entrer sur le territoire américain. Cependant, ce bon accueil fit rapidement place à la colère. En effet, une fois le problème des *balseros* réglé, la communauté exilée cubaine prit toute la mesure de l'accord migratoire de 1995. L'entrée automatique de tout Cubain sur le territoire américain ne serait plus, en fin de compte, un « droit naturel »<sup>38</sup>.

En 1996, la Fondation espéra que l'incident, au cours duquel furent abattus deux avions de « Frères à la Rescousse », mettrait fin à la coopération entre les États-Unis et Cuba dans le domaine de l'immigration. Il n'en fut rien<sup>39</sup>. Durant l'année 2000, La Fondation tenta, une fois de plus,

<sup>36</sup> Peter Kornbluh, « Cuba No Mas », *The Nation*, 29 mai 1995, 745.

<sup>37</sup> Masud-Piloto, *From Welcomed Exiles to Illegal Immigrants...*, 134 ; Garcia, *Havana USA...*, 80.

<sup>38</sup> Masud-Piloto, *From Welcomed Exiles to Illegal Immigrants...*, 128, 142, 143.

<sup>39</sup> Feliu, *El Rescate de una Nación*, 204 ; Christopher Marquis, « U.S., Cuba Set to Resume Talks on Immigration », *The Miami Herald*, 28 novembre 1996.

de contraindre le gouvernement américain à mettre un arrêt définitif à sa coopération avec Cuba. Pour parvenir à ses fins, elle orchestra une campagne de propagande autour d'Elian Gonzalez. En 1999, ce petit Cubain avait été recueilli par les garde-côtes américains suite au naufrage du bateau sur lequel il se trouvait avec sa mère. En plus d'utiliser cette affaire pour jeter le discrédit sur le gouvernement cubain, la Fondation essaya aussi de regagner de l'influence sur la scène politique américaine. La mort en 1997 de Jorge Mas Canosa, son président, avait été, en effet, un coup dur pour l'organisation. La campagne de propagande autour d'Elian se solda, en fin de compte, par un échec. En effet, l'enfant repartit à Cuba vivre avec son père. Le gouvernement américain continua également à coopérer avec le gouvernement castriste dans le domaine migratoire<sup>40</sup>.

*La défense des droits de l'homme à Cuba : une bataille commune  
pour la Fondation et le gouvernement américain*

Malgré la détermination de la Fondation à promouvoir un renforcement de l'embargo américain contre Cuba et à faciliter l'immigration cubaine sur le territoire américain, son principal cheval de bataille fut, avant tout, la défense des droits de l'homme. Durant les années 1960 et 1970, la multiplication des sanctions économiques à l'encontre de Cuba était considérée par le gouvernement américain comme le meilleur moyen pour déstabiliser Fidel Castro. Durant ces deux décennies, l'alliance de Cuba avec l'URSS était perçue comme un réel danger pour la sécurité des États-Unis. L'accession au pouvoir de Ronald Reagan et la création de la Fondation nationale cubano-américaine eurent pour conséquence une redéfinition de la politique américaine envers Cuba. Le nouveau gouvernement Républicain décida de précipiter la chute du régime castriste en utilisant, en plus de l'embargo, la question des droits de l'homme.

Tout tend à prouver que la question des droits de l'homme a bien été utilisée par la Fondation, ainsi que par Ronald Reagan et George Bush, pour promouvoir leurs intérêts respectifs et jeter le discrédit sur le régime castriste. En 1983, Ronald Reagan fut notamment à l'origine de la création

<sup>40</sup> Emilie Descout, « The Cuban American National Foundation : influence on the U.S. administrations and manipulation of the public opinion », mémoire de maîtrise, UFR de Lettres, Langues et Sciences Humaines, Université d'Orléans, 2000 ; voir le chapitre « The Elian Gonzalez case : a good opportunity for the CANF to regain its influence and to put an end to the U.S.-Cuban cooperation ».

de la « Fondation nationale pour la démocratie » (National Endowment for Democracy, NED). Cette organisation devait promouvoir des groupes démocratiques présents dans des pays gouvernés par des régimes totalitaires. Pourtant, même si, dès sa création, le gouvernement américain finança largement les activités du NED, ce dernier fut créé comme une organisation non-gouvernementale. Les groupes dissidents cubains et, surtout, cubano-américains, firent partie, dès 1983, des bénéficiaires de l'aide financière et matérielle accordée par le NED. Grâce probablement aux liens étroits qui unissaient le président Reagan et la Fondation, cette dernière fut le premier bénéficiaire des fonds du NED destinés à Cuba<sup>41</sup>. Elle en profita pour financer une organisation des droits de l'homme située en Espagne et dirigée par Armando Valladares, ancien prisonnier politique cubain à la réputation très controversée. Bien que la Fondation prétendît le contraire, il semble qu'elle fut même la fondatrice de cette « Coalition européenne pour les droits de l'homme à Cuba » et que ce fut elle qui choisit de placer à sa tête Armando Valladares<sup>42</sup>. Nombreux furent ceux qui soulignèrent le fait que la Fondation octroyait illégalement des fonds du NED à la « Coalition européenne ». En effet, bien que Valladares n'eût pas le droit d'intervenir publiquement aux États-Unis, il témoigna devant le Congrès américain et parla devant les étudiants d'un campus américain<sup>43</sup>. La Fondation utilisa aussi les fonds du NED pour financer l'Association pour la paix continentale (ASOPAZCO, Asociación por la Paz Continental). Cette autre organisation des droits de l'homme située, quant à elle, en Amérique Latine avait notamment comme chef de file Luis Zuñiga, un des directeurs de la Fondation. Enfin, grâce aux fonds du NED, la Fondation aida aussi matériellement et financièrement des groupes dissidents cubains. Le Comité cubain pour les droits de l'homme à Cuba, premier groupe dissident des droits de l'homme créé sur l'île, fut un des bénéficiaires de cette aide<sup>44</sup>.

L'année 1987 fut un moment important dans le processus de dénonciation par le gouvernement américain et la Fondation des violations des droits de l'homme commises à Cuba. En effet, pour la première fois, le

<sup>41</sup> Nichols, « The Power of the Anti-Fidel Lobby », 389.

<sup>42</sup> Nichols, « The Power of the Anti-Fidel Lobby », 391 ; Ralph McGehee, « Cloaks and Daggers ; Worldwide Covert Operations », 6 septembre 1996 (Internet); pour des informations plus détaillées sur Armando Valladares, voir Earl Shorris, « Imaginary Persons, Imaginary Prisons », *The Nation*, 20 décembre 1986, 708-714.

<sup>43</sup> Nichols, « The Power of the Anti-Fidel Lobby », 391 ; McGehee, « Cloaks and Daggers... », 4.

<sup>44</sup> McGehee, « Cloaks and Daggers... », 4.

gouvernement américain — et, en arrière-plan, la Fondation — chercha à obtenir une condamnation de Cuba pour non-respect des droits de l'homme au niveau de la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. Pour parvenir à leurs fins, les États-Unis et la Fondation financèrent les voyages à Genève d'anciens prisonniers politiques cubains et de dissidents exilés aux États-Unis. Ces derniers témoignèrent des abus dont ils avaient été victimes ou dont ils avaient été témoins à Cuba. La Fondation réussit également à faire nommer, au sein de la délégation américaine, Armando Valladares « ambassadeur spécial à l'ONU ». Ce dernier recevait pourtant un salaire du NED, vivait à Madrid et ne parlait pas couramment l'anglais<sup>45</sup>. Grâce au soutien des pays de l'Est et de nombreux pays latino-américains, Cuba ne fut pas condamnée en 1987<sup>46</sup>. L'année 1988 fut, elle aussi, marquée par un événement dont la Fondation se réjouit dans un premier temps. Avec l'accord préalable du gouvernement cubain, une délégation de l'ONU se rendit à Cuba pour constater si les droits de l'homme étaient respectés dans l'île. Au grand désarroi de la Fondation, Cuba ne fut finalement pas condamnée pour des cas avérés de non-respect des droits de l'homme<sup>47</sup>. La première condamnation du gouvernement castriste par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU n'intervint qu'en 1991<sup>48</sup>.

La Fondation, quant à elle, décida, dès 1993, de s'organiser plus spécifiquement dans le domaine des droits de l'homme en créant la « Fondation pour les droits de l'homme à Cuba » (Foundation for Human Rights in Cuba, FHRC) et son organe, le « Moniteur des droits de l'homme ». La Fondation créa quatorze délégations dont la mission était de disséminer, sur un plan national et international, des informations relatives aux violations des droits de l'homme commises par le gouvernement castriste<sup>49</sup>. Au cours des années 1990, elle organisa également des expositions sur la situation des droits de l'homme à Cuba. La première, intitulée « Quilt du génocide de Fidel Castro » (Quilt of Fidel Castro's Genocide), consista à montrer, à Genève, à Washington et dans plusieurs universités américaines et étrangères, une couverture faite de 10 000 petits carrés de tissu dont chacun représentait une victime de la politique répressive du régime castriste. Au cours d'une seconde exposition appelée « Cuba, un pays de larmes et de mort » (Cuba, A Country of Tears and

<sup>45</sup> Garcia, *Havana USA...*, 160-161 ; Feliu, *El Rescate de una Nacion*, 128.

<sup>46</sup> Garcia, *Havana USA...*, 161.

<sup>47</sup> Garcia, *Havana USA...*, 161-162 ; Fondation nationale cubano-américaine, « The Alternatives of Freedom... », 7.

<sup>48</sup> Garcia, *Havana USA...*, 162.

<sup>49</sup> Feliu, *El Rescate de una Nacion*, 133-134.

Death), qui voyagea dans plusieurs pays latino-américains et dans plusieurs villes américaines, la Fondation construisit des modèles grandeur nature de cellules d'enfermement et de torture. Elle exposa aussi une collection d'embarcations de fortune utilisées par des *balseros* cubains pour traverser le détroit de Floride et un ensemble de photographies représentant les souffrances endurées par les prisonniers politiques, les *balseros* et le peuple cubains dans son ensemble<sup>50</sup>.

***La Fondation nationale cubano-américaine a-t-elle réussi à manipuler l'opinion publique grâce à son influence sur les médias ?***

Pour promouvoir ses idées sur les droits de l'homme à Cuba, l'embargo et l'immigration, la Fondation se servit bien entendu des médias. Elle utilisa les médias existants et alla jusqu'à créer ses propres instruments de communication — ou faut-il dire plutôt instruments de propagande ?

En 1985 la création de Radio Marti puis en 1990 de TV Marti par le gouvernement américain contribuèrent à faire de la défense des droits de l'homme à Cuba un sujet de tout premier ordre dans la politique américaine à l'encontre du régime castriste. Ces deux médias officiels devaient fournir des informations objectives et non censurées au peuple cubain. Mais Radio Marti se vit attribuer une autre mission, celle d'être une tribune pour les dissidents cubains<sup>51</sup>. Loin de faire l'unanimité au sein du Congrès, le projet de création de Radio Marti se heurta à l'opposition de nombreux députés et sénateurs. Fidel Castro, de son côté, menaça de brouiller les ondes de la radio ainsi que celles d'autres stations de radio américaines si Radio Marti voyait le jour<sup>52</sup>. Le président Reagan en décida tout de même la création avec le soutien de la Fondation. La station se retrouva très vite sous le contrôle de la Fondation et, surtout, de son président, Jorge Mas Canosa, qui fut nommé président du « Bureau consultatif pour les programmes radiodiffusés et télévisés vers Cuba » (Advisory Board for Cuba Broadcasting)<sup>53</sup>. Jorge Mas Canosa profita de sa position au sein des instances supervisant Radio et TV Marti pour faire de

<sup>50</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « Foundation for Human Rights in Cuba » ; Feliu, *El Rescate de una Nacion*, 134 et 136.

<sup>51</sup> « Office of Cuba Broadcasting » (Internet).

<sup>52</sup> Smith, *Subject to Solutions...*, 151.

<sup>53</sup> Feliu, *El Rescate de una Nacion*, 78-79.

Radio Marti *sa* tribune d'expression. Il émit notamment sur ses ondes des critiques virulentes à l'encontre des exilés cubains ne défendant pas les mêmes idées que la Fondation. Jusqu'à sa mort en 1997, il semble également que Radio Marti ait donné la parole, avant tout, à des dissidents cubains favorables aux thèses de la Fondation<sup>54</sup>, ce qui eut pour conséquence de remettre en cause l'objectivité de la station. A ce titre, des membres du Congrès essayèrent à plusieurs reprises de mettre fin à ses activités. Jorge Mas Canosa et Rolando Bonachea, le directeur des programmes de Radio Marti, lui aussi membre de la Fondation, firent même l'objet d'une enquête judiciaire fédérale. Malgré des preuves irréfutables quant à la non-objectivité de la radio, aucune poursuite ne fut engagée contre eux. La mort de Jorge Mas Canosa en 1997 mit un point d'arrêt définitif à toute enquête<sup>55</sup>. La capacité de diffusion de Radio Marti à Cuba fut aussi l'objet d'âpres débats au sein du Congrès américain. De nombreuses études avaient, en effet, prouvé que Cuba brouillait assez efficacement les ondes de la radio. Le gouvernement fédéral américain continua tout de même à financer Radio Marti.

TV Marti fut, quant à elle, créée en 1990 par George Bush toujours avec le soutien de la Fondation nationale cubano-américaine<sup>56</sup>. Tout comme pour Radio Marti, un grand nombre de sénateurs et députés s'opposèrent à la création d'une télévision émettant vers Cuba. La station de télévision se révéla très vite être un échec. En effet, le brouillage de ses ondes par le gouvernement cubain lui ôta, dès ses premières émissions, toute capacité de diffusion sur l'île<sup>57</sup>. Toutefois, sous la pression de la Fondation et de la communauté exilée anti-castriste, le gouvernement américain continua à la financer. Même si le peuple cubain ne pouvait capter la télévision, la Fondation considérait que TV Marti avait tout de même une utilité puisque le brouillage de ses ondes engendrait des dépenses importantes au gouvernement castriste<sup>58</sup>.

De son côté, la Fondation créa, dans les années 90, sa propre maison de publication, la « Fondation pour les études cubano-américaines » (Endowment for Cuban American Studies), et sa station de radio, la « Voix

<sup>54</sup> Entretien avec M. Tristan Mattelart, maître de conférence à l'Institut Français de Presse à l'Université Paris II, à propos de Radio et Télévision Marti (15 décembre 1999).

<sup>55</sup> Christopher Marquis, « State Department Exonerates Radio, TV Marti Management, *The Miami Herald*, 4 février 1997.

<sup>56</sup> Gaeton Fonzi, « Who Is Jorge Mas Canosa ? », *Esquire*, janvier 1993, 89.

<sup>57</sup> Peter Kornbluh et John Elliston, « Will Congress Kill TV Marti ? », *The Nation*, 22/29 août 1994, 195.

<sup>58</sup> Fonzi, « Who is Jorge Mas Canosa ? », 89.

de la Fondation » (*Voz de la Fundacion*), dont elle affirma qu'elle allait faire une tribune d'expression pour tous les dissidents cubains<sup>59</sup>. La station de radio devint, en fait, une tribune de propagande virulente à l'égard autant de Fidel Castro que des exilés cubains désireux d'engager un dialogue avec son gouvernement<sup>60</sup>. Elle donna d'ailleurs particulièrement la parole aux membres du groupe dissident cubain formé en 1991, la « Coalition démocratique cubaine » (*Coalicion Democratica Cubana*), qui réunissait six groupes dissidents cubains partageant clairement les principes prônés par la Fondation. Ces groupes refusaient d'engager un quelconque dialogue avec le régime cubain et promouvaient une politique de renforcement de l'embargo contre Cuba<sup>61</sup>. Certains affirmèrent même que cette coalition était une pure création de la Fondation pour préparer son entrée dans une future Cuba post-castriste<sup>62</sup>.

Bien que la Fondation n'eût cessé d'affirmer qu'elle consacrait ses efforts au « rétablissement de la paix et de la démocratie à Cuba »<sup>63</sup>, ses détracteurs tentèrent d'utiliser les médias pour rétablir la vérité sur ses ambitions. Il était devenu évident aux opposants du lobby cubano-américain que la Fondation réussissait à manipuler l'opinion publique en se servant habilement des médias qu'elle contrôlait. Dans les années 1990, les opposants à la Fondation entreprirent donc d'organiser une campagne contre elle dans les médias.

La principale cible des attaques lancées contre l'organisation ne fut autre que son fondateur et président charismatique, Jorge Mas Canosa. Celui-ci, en effet, utilisait toutes les méthodes possibles pour aller jusqu'à « détruire » ses ennemis potentiels. L'une des victimes de ce que la journaliste Ann Louise Bardach appela sa « mégalomanie, cruauté [et] intolérance »<sup>64</sup> ne fut autre que son frère, Ricardo Mas. Ce dernier intenta deux procès à Jorge Mas Canosa : un premier en 1980 pour coups et blessures et pour vol, et un second en 1990 pour diffamation. La véracité de ces deux accusations fut confirmée par Jorge Mas lui-même. Dans les deux cas, il essaya, en effet, d'étouffer l'affaire en versant des sommes d'argent

<sup>59</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « *La Voz de la Fundacion* » (Internet).

<sup>60</sup> Feliu, *El Rescate de una Nacion*, 162 et 165.

<sup>61</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « *Cuba in Crisis, Proceedings from a conference sponsored by the Cuban American National Foundation, J. W. Marriott Hotel, Washington DC* », 26 octobre 1993 ; voir Ninoska Pérez-Castellon, « *Coping in Cuba ; The Internal Opposition Movement* ».

<sup>62</sup> Bardach, « *Our Man in Miami* », 23-24.

<sup>63</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « *Cuba in Crisis...* », page de garde.

<sup>64</sup> Bardach, « *Our Man in Miami* », 24.

substantielles à son frère<sup>65</sup>. En 1991, Jorge Mas Canosa fit, une nouvelle fois, preuve d'arrogance lorsqu'il refusa de témoigner devant le « Sous-commission d'enquête Torricelli » car il ne voulut pas être auditionné par les membres du Congrès en même temps que des exilés cubains prêts à engager un dialogue avec Fidel Castro<sup>66</sup>.

Des révélations de la presse sur de sombres histoires d'argent ternirent aussi l'image de grand défenseur de la « cause cubaine » de la famille Mas. En fait, le désir de pouvoir et d'argent était si fort chez eux que Jorge Mas Canosa n'eut apparemment aucun scrupule, dans les années 90, à investir massivement dans un pays communiste comme la Chine. Dans le même temps, le président de la Fondation voulait interdire aux entreprises américaines d'investir dans un autre pays communiste, Cuba. En 1997, une controverse concernant un contrat signé par le Comté de Miami-Dade et la famille Mas entraîna une enquête pour déterminer si le montant du contrat n'avait pas été surestimé<sup>67</sup>. En 1980, Jorge Mas Canosa avait déjà été accusé de faits similaires par un ancien membre de la Fondation qui affirmait qu'il existait « un réseau d'intérêts commerciaux au sein de celle-ci »<sup>68</sup>.

Les médias n'eurent aucune difficulté à démontrer également que la Fondation utilisait plus ou moins l'argent comme un moyen de corruption. Par le biais de son « Comité d'action politique » (Political Action Committee) financé par les contributions annuelles des membres du lobby anti-castriste, l'organisation réussit à contribuer au financement des campagnes électorales de nombreux hommes politiques Républicains et Démocrates<sup>69</sup>. Parmi les bénéficiaires, se trouvèrent des hommes et des femmes comme Dan Quayle, Ileana Ros-Lehtinen, Lincoln Diaz-Balart, Connie Mack, Robert Menendez, Robert Torricelli, George Bush, Ronald Reagan et Bill Clinton<sup>70</sup>. La plupart d'entre eux étaient encore, à la veille de l'élection présidentielle de 2001, les « pit bulls loyaux » de la Fondation qui pouvaient se vanter de « changer des votes grâce aux donations [faites aux hommes] politiques »<sup>71</sup>.

<sup>65</sup> Bardach, « Our Man in Miami », 24 ; Fogel, *Fin de siècle à La Havane...*, 404.

<sup>66</sup> Fonzi, « Who is Jorge Mas Canosa ? », 88.

<sup>67</sup> Ann Louise Bardach et Larry Rother, « Investigation Leads to Plot to Kill Castro by Powerful Cuban Lobby », *The New York Times*, 5 mai 1998.

<sup>68</sup> Fogel, *Fin de siècle à La Havane...*, 404.

<sup>69</sup> Garcia, *Havana USA...*, 149-150.

<sup>70</sup> Garcia, *Havana USA...*, 147 ; Bardach, « Our Man in Miami », 21 ; Nichols, « The Power of the Anti-Fidel Lobby », 390.

<sup>71</sup> Garcia, *Havana USA...*, 147.

Toutefois, la recherche du profit et l'usage de l'argent pour contrôler et influencer l'opinion publique américaine n'apparut, dès les années 1990, que comme une première étape dans la stratégie de la Fondation nationale cubano-américaine. Les détracteurs du lobby anti-castriste ne tardèrent pas à affirmer que celui-ci se préparait à contrôler financièrement et politiquement une future Cuba post-castriste. D'ailleurs, la Fondation ne nia pas le fait qu'elle désirait « s'engager corps et âme dans la reconstruction de ce que le communisme [aurait] détruit »<sup>72</sup>. En 1992, elle publia un « Programme de transition » applicable dès la chute du régime castriste<sup>73</sup>. Elle créa aussi un programme appelé le « Corps mission Marti » (Mission Marti Corps) qui avait pour but de former de jeunes cubano-américains afin que ces derniers fussent en mesure de prendre part à la reconstruction d'une Cuba démocratique<sup>74</sup>. La Fondation forma également une commission d'experts en économie, la « Commission pour la reconstruction économique de Cuba » (Blue Ribbon Commission for the Economic Reconstruction of Cuba)<sup>75</sup>.

En fait, l'ambition réelle de la Fondation était d'installer son président, Jorge Mas Canosa, à la tête de l'île et d'en prendre, ainsi, le contrôle. Cependant, étant donné que le président du lobby anti-castriste avait affirmé que le meilleur gouvernement à Cuba serait une « junte militaire »<sup>76</sup>, il était difficile de croire que la Fondation établirait une démocratie à Cuba. Il apparut aussi que la seconde étape pour la Fondation était de « vendre des actions » dans une Cuba post-castriste. En effet, Jorge Mas Canosa se vanta, en 1992, de pouvoir rassembler « quatre milliards de capitaux d'investissement auprès de cubano-américains et un milliard de plus par an auprès de Wall Street pour acheter des propriétés d'état cubaines ».<sup>77</sup>

Cependant, afin de parvenir à prendre le contrôle financier et politique de Cuba, il restait encore un obstacle de taille, la chute du régime. Le lobby anti-castriste ne cessa d'affirmer qu'il utilisait, pour cela, des moyens légaux tel que son activité de lobbying au sein du Congrès américain. Il ne manqua pas non plus de souligner son engagement à

<sup>72</sup> Jorge Mas Canosa, « Our Mission » (Internet).

<sup>73</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « Transition Program ».

<sup>74</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « Mission Marti » (Internet) ; Fondation nationale cubano-américaine, « Transition Program ».

<sup>75</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « Blue Ribbon Commission for the Economic Reconstruction of Cuba » (Internet).

<sup>76</sup> Bardach, « Our Man in Miami », 24.

<sup>77</sup> *U.S. News and World Report*, « After Castro Moves Out », 4 mai 1992, 42.

promouvoir « une solution non-violente au problème cubain »<sup>78</sup>. Toutefois, deux affaires révélées par les médias démontrèrent l'implication de la Fondation et de son président dans le financement d'actes terroristes à Cuba.

En octobre 1997, quatre exilés cubains interceptés en mer par les garde-côtes américains avouèrent, au bout de quelques heures d'interrogatoire, que le but de leur expédition en mer était d'assassiner Fidel Castro durant le Sommet ibéro-américain devant se tenir au Venezuela. Au cours de l'enquête menée suite à ces arrestations, il fut clairement démontré que le bateau sur lequel se trouvaient les quatre cubains appartenait à un membre de la Fondation. De plus, il s'avéra que l'une des armes saisies sur le bateau était la propriété de Pepe Hernandez, le président du lobby anti-castriste. Malgré ce faisceau de preuves convergentes, aucune poursuite n'avait encore été engagée à la veille de l'élection présidentielle de 2001<sup>79</sup>.

En juillet 1998, un exilé cubain du nom de Luis Posada Carriles déclara, dans un entretien qu'il accorda à des journalistes américains, que sa « campagne d'attentats à la bombe et de tentatives d'assassinat visant à éliminer Fidel Castro (...) avait été financée pendant plus de dix ans par les dirigeants de la Fondation ». Luis Posada Carriles précisa également que Jorge Mas Canosa, décédé un an plus tôt, avait été son seul interlocuteur durant ces dix années<sup>80</sup>. Jorge Mas Santos, principal dirigeant de la Fondation depuis la mort de son père, réagit immédiatement à ces révélations faites par le *New York Times*. Il menaça de poursuivre le journal pour diffamation. Il avait, en effet, en sa possession une autre interview de Luis Posada Carriles qui démentait toute accusation contre la Fondation ou Jorge Mas Canosa. Cette menace et la campagne médiatique de la Fondation contre le *New York Times* mirent un terme à cette affaire<sup>81</sup>.

La campagne médiatique visant la Fondation nationale cubano-américaine, les enquêtes menées sur les agissements de Jorge Mas Canosa au sein de Radio et TV Marti, la mort de ce dernier en 1997 et la victoire de

<sup>78</sup> Fondation nationale cubano-américaine, « FAQs on U.S. Policy Toward Cuba » (Internet).

<sup>79</sup> Bardach et Rother, « Investigation Leads to Plot to Kill Castro... » ; Jane Franklin, « Gunning for Castro », *The Nation*, 15 décembre 1997, 6-7.

<sup>80</sup> Ann Louise Bardach et Larry Rother, « Cuba Attacks Funded with Mas' Money, Exile Claims », *New York Times Service, The Miami Herald*, 12 juillet 1998.

<sup>81</sup> *The Associated Press*, « Cuban Exile Group to Sue New York Times », 15 et 16 juillet 1998 (Internet).

Fidel Castro dans l'affaire Elian Gonzalez contribuèrent à affaiblir considérablement le puissant lobby anti-castriste. En l'an 2000, la Fondation tenta tout de même de revenir sur le devant de la scène en organisant une campagne publicitaire contre une probable levée de l'embargo<sup>82</sup> et en apportant son soutien au candidat George W. Bush, qui avait très judicieusement assuré au lobby anti-castriste : « Je continuerai à maintenir les sanctions [contre Cuba] si je suis élu président »<sup>83</sup>. Cependant, en juillet 2000, malgré le lobbying de la Fondation au sein du Congrès, ce dernier envoya deux experts à Cuba pour déterminer quels seraient les effets d'une levée de l'embargo<sup>84</sup>. Le 20 juillet 2000, les deux Chambres du Congrès autorisèrent également la vente de certains produits alimentaires et pharmaceutiques à Cuba<sup>85</sup>. Si le Congrès américain venait prochainement à décider une levée des sanctions économiques à l'encontre de Cuba, cette mesure ne porterait-elle pas un coup fatal à une Fondation nationale cubano-américaine engagée, corps et âme, dans le maintien de l'embargo ? A la veille de l'élection présidentielle de 2001, il semblait de plus en plus évident qu'une levée de l'embargo pourrait réellement sceller le destin du plus puissant lobby anti-castriste aux États-Unis.

<sup>82</sup> Fondation nationale cubano-américaine, CANFNET Press Releases, « Cuban American Groups Launch TV Ad to Counter Big Business Maneuvers Aimed at Overturning the Trade Embargo », 14 juin 2000 (Internet).

<sup>83</sup> Fondation nationale cubano-américaine, CANFNET Press Releases, « CANF Applauds Governor Bush », 11 août 2000 (Internet).

<sup>84</sup> U.S. Department of State, International Information Programs, « U.S. Trade Experts Examining Effects of Embargo on Cuba », 19 juillet 2000 (Internet).

<sup>85</sup> U.S. Department of State, International Information Programs, « White House Hopes to Work with Congress on Easing Cuba Sanctions », 24 juillet 2000 (Internet).

## Bibliographie

### Publications et documents de la Fondation nationale cubano-américaine

Felix, Nestor Suarez, *El Rescate de una Nacion*, Miami, Endowment for Cuban American Studies of the Cuban American National Foundation.

Mas Canosa, Jorge, « Our Mission ». <http://www.canfnet.org/english/>(20/11/1999).

« The Alternatives of Freedom, A Statement of Principles and Objectives for a Free and Democratic Cuba », Miami, Colonial Press.

« Cuba in Crisis, Proceedings from a conference sponsored by the Cuban American National Foundation, J. W. Marriott Hotel, Washington DC », 26 octobre 1993.

Cuba Survey, Special Report, « Peeking Behind the Curtain ; Sanctions, Big Business, and U.S. Foreign Policy », automne 1998.

« Jorge Mas Santos ». <http://www.canfnet.org/English/chairman.htm>(26/07/2000).

### Documents publiés par la Fondation nationale cubano-américaine sur ses programmes et ses projets

« Blue Ribbon Commission for the Economic Reconstruction of Cuba ». <http://www.canfnet.org/english/prgblue.htm>(26/11/1999).

« Foundation for Human Rights in Cuba ». <http://www.canfnet.org/english/prgfhr.htm>(26/11/1999).

« The Endowment for Cuban American Studies ». <http://www.canfnet.org/english/prgendow.htm> (26/11/1999).

« Mission Marti ». <http://www.canfnet.org/english/prgmarti.htm>(26/11/1999).

« La Voz de la Fundacion ». <http://www.canfnet.org/english/prgvoz.htm>(29/11/1999).

« Cuban Exodus Relief Fund, Inc. ». <http://www.canfnet.org/english/prgexodu.htm> (28/11/1999).

« Transition Program ». <http://www.canfnet.org/canf-lib/trnsition.txt>(02/12/1999).

« FAQs on U.S. Policy Toward Cuba ». <http://www.canfnet.org/english/faquspol.htm>(20/11/1999).

### Articles de presse de la Fondation nationale cubano-américaine « CANFNET Press Releases »)

« Cuban American Groups Launch TV Ad to Counter Big Business Maneuvers Aimed at Overturning the Trade Embargo », 14 juin 2000. <http://www.canfnet.org/English/archives/Press/14jun00.htm>(16/08/2000).

« CANF Applauds Governor Bush », 11 août 2000. <http://www.canfnet.org/English/archives/Press/11aug00.htm>(16/08/2000).

**Ouvrages généraux**

- Fogel, Jean-François, et Rosenthal, Bertrand. *Fin de siècle à La Havane : les secrets du pouvoir cubain*, Paris, Seuil, 1993.
- Garcia, Maria Cristina. *Havana USA, Cuban Exiles and Cuban Americans in South Florida, 1959-1994*, États-Unis, University of California Press, 1996.
- Grenier, Guillermo J, et Stepick, Alex. *Miami now! Immigration, Ethnicity, and Social Change*, Miami, University Press of Florida, 1992.
- Masud-Piloto, Felix Roberto. *From Welcomed Exiles to Illegal Immigrants, Cuban Migration to the U.S., 1959-1995*, New York, Rowman and Littlefield, 1996.
- Portes, Alejandro, et Stepick, Alex. *City on the Edge : The Transformation of Miami*, Berkeley, University of California Press, 1993.
- Smith, Wayne S., et Morales Dominguez, Esteban, eds. *Subject to Solutions, Problems in Cuban-U.S. Relations*, États-Unis, Lynne Rienner Publishers, 1988.
- Tokatlian, Juan Gabriel. *Cuba y Estados Unidos : un debate para la convivencia*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1984.

**Rapports et documents**

- Amnesty International, « Amnesty International Report 1999 : CUBA ». <http://www.amnesty.org/ailib/aireport/ar99/amr25.htm> (31/03/2000).
- Descout, Emilie, « The Cuban American National Foundation : influence on the U.S. administrations and manipulation of the public opinion », mémoire de maîtrise, UFR de Lettres, Langues et Sciences Humaines, Université d'Orléans, 2000.
- IFCO, « An IFCO/Pastors for Peace Analysis of President Clinton's Announcement of « Proposals to Assist Cubans » ». <http://www.ifconews.org/clinton.html> (16/03/2000)
- Kaplowitz, Donna Rich, et Kaplowitz, Michael Esq., « New Opportunities for U.S.-Cuban Trade », The Cuban Studies Program, The Paul K. Nitze School of Advanced International Studies, John Hopkins University.
- McGehee, Ralph, « Cloaks and Daggers ; Worldwide Covert Operations », 6 septembre 1996. <http://www.infowar.com/iwftp/cloaks/090696.html-ssi> (12/05/2000)
- « Office of Cuba Broadcasting ». <http://www.ibb.gov/marti/english/marti.html-radio> (29/11/1999)
- USA\*Engage, « USA\*Engage Calls New Trade Rules with Cuba a « Modest Step » », 19 mai 1999. <http://www.usaengage.org/resources/pressreleases.html-MAY99!>(08/01/2000).
- U.S. Department of State, International Information Programs, « Text : White House January 15 Statement on Cuba Sanctions », 18 janvier 2000. <http://www.usia.gov/regional/ar/us-cuba/wh1500.htm> (13/02/2000).
- U.S. Department of State, Office of the Spokesman, « U.S. Response to Decision of UNHCR to Pass Cuba Resolution », 18 avril 2000. <http://www.humanrights-usa.net/cuba.html>(19/04/2000).

U.S. Department of State, International Information Programs, « U.S. Trade Experts Examining Effects of Embargo on Cuba », 19 juillet 2000.  
<http://www.usinfo.state.gov/regional/ar/us-cuba/embargo19.htm> (16/08/2000).

U.S. Department of State, International Information Programs, « White House Hopes to Work with Congress on Easing Cuba Sanctions », 24 juillet 2000.  
<http://www.usinfo.state.gov/regional/ar/us-cuba/cuba24.htm> (16/08/2000).

#### Articles de journaux et de magazines

Bardach, Ann Louise, « Our Man in Miami », *The New Republic*, 3 octobre 1994, p.20-25.

Bardach, Ann Louise, et Rother, Larry, « Investigation Leads to Plot to Kill Castro by Powerful Cuban Lobby », *The New York Times*, 5 mai 1998.

Bardach, Ann Louise, et Rother, Larry, « Cuba attacks funded with Mas' money, exile claims », *New York Times Service, The Miami Herald*, 12 juillet 1998.

Fonzi, Gaeton, « Who is Jorge Mas Canosa ? », *Esquire*, janvier 1993, p.86-90.

Franklin Jane, « Gunning for Castro », *The Nation*, 15 décembre 1997, p.6-7.

Kornbluh, Peter, et Elliston, John, « Will Congress Kill TV Marti ? », *The Nation*, 22/29 août 1994, p.194-196.

Kornbluh, Peter, « Cuba No Mas », *The Nation*, 29 mai 1995, p.745.

Marquis, Christopher, « U.S., Cuba set to resume talks on immigration », *The Miami Herald*, 28 novembre 1996.

Marquis, Christopher, « State Department exonerates Radio, TV Marti management », *The Miami Herald*, 4 février 1997.

Nichols, John Spicer, « The Power of the Anti-Fidel Lobby », *The Nation*, 24 octobre 1988, p.389-392.

Shorris, Earl, « Imaginary Persons, Imaginary Prisons », *The Nation*, 20 décembre 1986, p.708-714.

*The Associated Press*, « Cuban Exile Group to Sue New York Times », 15 et 16 juillet 1998.  
<http://www.cubanet.org/Cnews/y98/jul98/164.htm> (09/01/2000).

*U.S. News and World Report*, « After Castro Moves Out », 4 mai 1992, p.42.

#### Textes de lois

« The Cuban Libertad and Democratic Solidarity Act of 1995 », 104<sup>th</sup> Congress, 1<sup>st</sup> Session, In the Senate of the United States, February 9 (legislative day, January 30), 1995. [http://www.canfnet.org/canf-lib/s.381\\_rts.txt](http://www.canfnet.org/canf-lib/s.381_rts.txt) (02/12/1999).

#### Entretien

Entretien avec M. Tristan Mattelart, maître de conférence à l'Institut Français de Presse à l'Université Paris II, à propos de Radio et Télévision Marti (daté du 15 décembre 1999).